

SÉCURITÉ

Cyber-COMM diffuse sa solution de paiement sécurisé

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT du e-commerce et prévenir la fraude sur internet, tels sont les objectifs de la solution de paiement sécurisé lancée en avril 2000 par Cyber-COMM. A la fin septembre, 40 000 lecteurs sécurisés ont été mis à la disposition des banques pour diffusion auprès de leurs clients particuliers. Chaque établissement ayant sa propre organisation, sa propre politique commerciale et ses méthodes de distribution, le déploiement s'effectue sur des rythmes divers. Pour certaines banques, le démarrage réel n'est intervenu qu'à la rentrée, pour d'autres, impliquer tout le réseau est long.



HERVÉ SITRUK
Directeur général
Cyber-COMM

tion, sa propre politique commerciale et ses méthodes de distribution, le déploiement s'effectue sur des rythmes divers. Pour certaines banques, le démarrage réel n'est intervenu qu'à la rentrée, pour d'autres, impliquer tout le réseau est long.

Les banques jouent un rôle pionnier à ce stade du déploiement mais dans un proche avenir la grande distribution et les fournisseurs d'accès à internet seront à même de diffuser des packages comportant le boîtier «Meerkat» et des services permettant de sécuriser totalement les transactions de paiement sur l'internet.

SÉDUIRE PARTICULIERS
ET COMMERÇANTS

L'objectif est de diffuser au

Les réseaux bancaires commencent à commercialiser la solution de paiement sécurisé mise au point par Cyber-COMM. Le relais sera pris par la distribution et les industriels. L'objectif est de vendre environ 200 000 lecteurs avant juin 2001.

moins 200 000 lecteurs pour la première année, soit jusqu'en juin 2001, et 200 commerçants à cette date, contre près de 50 à ce jour. Pour ce qui est des lecteurs, le champ de recrutement des fournisseurs est ouvert, des négociations sont en cours, et des accords sont conclus avec les sociétés Thomson/Dassault, Ingenico et Xiring qui mettront sur le marché des lecteurs indépendants. Logitech et COMPAQ devraient au tout début de l'année prochaine livrer des micro-ordinateurs comportant un lecteur sécurisé Cyber-COMM intégré ou connecté au clavier.

Un lecteur Meerkat vaut à ce jour, chez le distributeur final entre 400 et 450 francs. L'objectif des banques est de faire en sorte qu'un maximum de clients achètent directement le lecteur, ou des packages incluant ce lecteur.

Il est également nécessaire que le commerçant équipe son site web et accepte les paiements via SET. Le coût de raccordement est de quelques milliers de francs pour un commerçant déjà SSL. Il appar-

tient aussi aux banques d'intégrer la solution Cyber-COMM dans leur offre de banque électronique sécurisée. Elles s'y emploient activement, avec des objectifs importants pour la fin de cette année.

DÉVELOPPEMENT
À L'INTERNATIONAL

Visa qui soutient Cyber-COMM au plan mondial, accorde désormais une place stratégique à la sécurisation des paiements et adapte en Europe son organisation avec la création de Virtual Visa. Cyber-COMM s'inscrit totalement dans cette stratégie et y trouve sa place. Le rôle de SET dans le *Three domain model* (3D) mis au point par Visa est renforcé, car il oblige les banques émettrices de carte Visa à l'utiliser pour leurs reconnaissances mutuelles. Selon le modèle 3D, chaque banque authentifie le consommateur comme elle l'entend ; en revanche chaque banque doit «parler SET» avec les autres, au travers des réseaux Visa. Cyber-COMM est donc totalement dans la ligne politique.

Les avantages de SET

SET : Secure Electronic Transaction :

Protocole de paiement mis au point entre autres par Visa et MasterCard, largement utilisé en Europe et en Asie-Pacifique, il tend à être accepté au niveau mondial comme le seul standard de paiement international sur réseau ouvert ;

- Il repose sur des échanges de certificats digitaux, c'est-à-dire des cartes d'identité électroniques indissociables des fonctions de signature électronique et de chiffrement qui authentifient les parties prenantes à une transaction électronique : chaque commerçant et chaque banque

possède un certificat, et chaque porteur dispose d'un certificat, selon un schéma pyramidal.

Cyber-COMM et SET

- Cyber-COMM remplace le certificat du porteur par la signature de la carte à puce et le cryptage de la transaction dans un lecteur sécurisé et indépendant du PC et assure aussi l'intégrité du paiement ;

- Il permet le paiement sécurisé par carte, garantit l'inviolabilité des données transmises au travers de l'internet et authentifie toutes les parties prenantes à un acte d'achat-paiement : le porteur de carte, le

commerçant et leurs banques réciproques.

La banque du porteur de la carte et la banque du commerçant sont appelées à certifier les deux acteurs qui sont leurs clients ;

- La sécurité est active puisque les signatures sont vérifiées sur un serveur on-line.

SSL : Secure Socket Layer

- Dispositif de sécurisation pour le chiffrement de tout message entre deux acteurs sur internet mais qui n'est ni un protocole de paiement, ni un dispositif bancaire ;
- il n'a pas de certificat porteur, ni de séparation

entre l'achat et le paiement ;

- Il assure la confidentialité en cryptant les données qui transitent sur les micro-ordinateurs avant et après le cryptage d'un numéro de carte bancaire, mais l'acheteur n'a aucune garantie de la réalité du commerçant auquel il souhaite s'adresser ;

- Il ne protège pas contre une modification locale du montant affiché sur l'écran ;

- Il ne garantit pas les commerçants contre les «faux vrais» numéros de cartes, ni contre la réputation liée à la non-signature de la transaction par le porteur.

Par ailleurs, Cyber-COMM travaille avec le Comité européen de normalisation (CEN) dans le cadre du projet FINREAD, développé sous l'égide de la Commission européenne. Ce projet vise à définir, en Europe, un lecteur de carte à puce commun pour des applications bancaires et pour d'autres non bancaires. En outre, pour industrialiser la solution, le profil de protection Cyber-COMM est présenté à Eurosmart, le groupe européen rassemblant les vingt principaux industriels de la carte à puce et des terminaux d'acceptation qui sont en train de l'étudier.

La solution va également être ouverte à d'autres domaines où il faut une signature électronique avancée, comme la santé, les actes notariés, les actes administratifs, les jeux, la bourse en ligne... Des

discussions sont en cours avec d'autres secteurs professionnels et les pouvoirs publics, l'ouverture du capital à de grands industriels ou banquiers internationaux, une introduction en bourse en 2001 sont également à l'ordre du jour. Les perspectives sont ainsi bonnes, favorisées par la généralisation de la carte à puce en 2005 en Europe, la reconnaissance de SET comme la référence mondiale...

“ Les perspectives internationales sont favorisées par la généralisation progressive de la carte à puce en Europe. ”